



SECEF

INSTITUT SUPERIEUR DE FORMATION DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE GRAND EST

Association de droit local

Siège social : 15 Rue des Ecrivains - 67 000 Strasbourg

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Nos bureaux : 3 Rue de Turique, 54000 **Nancy** (03 83 98 65 25) | 1 Rue Saint Laurent, 54700 **Pont-A-Mousson** (03 83 81 07 73) |
16 Av. Sébastopol, 57070 **Metz** (03 87 30 24 75) | secef@secef.fr | Retrouvez nous avec toute l'actualité sur www.secef.fr

SECEF | 3 Rue de Turique, 54000 Nancy | SAS au capital de 1.000.000 Euros | SIREN 759 800 451 RCS Nancy | Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Grand Est | Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Est | Inscrite sur la liste des Experts Judiciaires près la Cour d'Appel de Nancy
Membre du groupement **Absoluce** en France et **INAA** à l'international (International Association of independant Accounting firms)



INSTITUT SUPERIEUR DE FORMATION DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE GRAND EST

Association de droit local

Siège social : 15 Rue des Ecrivains - 67 000 Strasbourg

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Supérieur de Formation de l'Enseignement Catholique Grand Est relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

AM



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

AM



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nancy, le 10 décembre 2025

Le Commissaire aux comptes
SECEF

Alain MIGOT

BILAN ACTIF

ISFEC GRAND EST STRASBOURG

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	-	-	-	-
	- Fonds commercial	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	-
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains	-	-	-	-
	- Constructions	-	-	-	-
	- Installations techniques, matériel et outillage	9 940	8 382	1 557	143
	- Autres Immobilisation Corporelles	12 076	9 544	2 532	747
	- Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 015	17 928	4 089	890
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	34 420	-	34 420	34 420
	- Prêts	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations financières	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34 420	-	34 420	34 420
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	56 435	17 928	38 509	35 310
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	-	-	-	-
	CREANCES :				
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	73 700	-	73 700	32 881
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	-	-	-	112 951
	TOTAL CREANCES	73 700	-	73 700	145 832
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	0,00	-	-	-
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	1 069 396	-	1 069 396	957 197
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	11 404	-	11 404	15 116
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 154 500	-	1 154 500	1 118 146
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)		-	-	-	-
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)		-	-	-	-
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		-	-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		1 210 935	17 928	1 193 009	1 153 456

BILAN PASSIF
ISFEC GRAND EST STRASBOURG

PASSIF		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)	EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
F O N D S A S S O C I A T I F S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	816 699	816 699
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	816 699	816 699
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	279 510	279 510
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	279 510	279 510
	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
R E S E R V E S	RESERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	-	-
	Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	-	-
	REPORT A NOUVEAU	25 276	62 979
	RESULTAT DE L'EXERCICE	41 176	37 703
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	1 112 109	1 070 933
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	-	-
P R O V I S I O N S	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	1 112 109	1 070 933
	FONDS REPORTEES E DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONS REPORTEES ET DEDIES (II)	-	-
	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	-	-
	Provisions pour charges	28 776	30 324
	TOTAL PROVISIONS (III)	28 776	30 324
D E T T E S	DETTES		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	-	-
	Emprunts et dettes financières diverses	-	-
	Avances et acomptes reçus	-	1 750
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 710	29 648
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	15 778	19 505
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 209	-
	Autres dettes	7 427	1 296
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	-	-
	TOTAL DETTES (IV)	52 124	52 190
	Ecart de conversion passif	-	-
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	1 193 009	1 153 456



COMPTE DE RESULTAT
ISFEC GRAND EST STRASBOURG

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	20 101	20 037
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	0	0
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	627 453	644 966
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée et autoconsommée	0	0
Produits de tiers financeurs	0	0
Concours publics et subventions d'exploitation	0	0
Vers: Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ress Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	313 656	329 723
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	2 041	12 582
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	10	1 566
TOTAL I	963 261	1 008 874
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0	0
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	410 489	413 124
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	4 634	5 295
Salaires et traitements	364 342	390 858
Charges sociales	145 721	156 267
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 272	3 218
Dotations aux provisions	493	6 728
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	4 571	2 591
TOTAL II	931 501	978 081
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	31 760	30 793
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	861	861
Autres intérêts et produits assimilés	10 678	9 893
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	11 539	10 754
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilés	0	0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	0	0
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	11 539	10 754
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	43 298	41 547
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	0	0
Sur opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
TOTAL V	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	0	0
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	1 879
TOTAL VI	0	1 879
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	-1 879
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 122	1 965
Total des produits (I + III + V)	974 800	1 019 627
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	933 623	981 926
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	41 178	37 703
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	194 180	200 012
Bénévolat	0	0
TOTAL	194 180	200 012
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	194 180	200 012
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	194 180	200 012



Détail des produits de Formation Initiale

Montant total de la contribution pour la formation initiale (Etudiants Master 1 et Master 2, Lauréats des concours externes 1er et 2nd degrés) : **313 656 €** (en diminution d'environ 3 %).

Détail des produits de Formation Continue

Formation des enseignants

Produits de la formation continue (plan de formation territorial FORMIRIS + formation des lauréats des concours internes) : **484 155 €**, soit une diminution d'environ 7 % par rapport à l'année précédente.

Autres produits de formation continue

Autres produits de formation continue (essentiellement personnels OGEC sur financements AKTO ou fonds propres établissements) : **62 600 €**, soit une augmentation d'environ 35 %.

Détail des charges de fonctionnement

La masse salariale est de **364 342 €**, soit en diminution d'environ 7 %, tenant compte du départ d'un salarié permanent.

Les honoraires divers représentent :

- Formation du personnel : **9 939 €** (prise en charge par AKTO pour 4 410 € et comptabilisée en autres produits d'activités annexes).

Détail des charges sur exercices antérieurs

- Consommation téléphonique 03-08/2024 : **299 €**.
- Frais annexes formateur (12/06/2024) : **62 €**.
- Refacturation cours Master MEEF 2023/2024 : **321 €**.

Principes comptables et méthodes de base

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/08/2025 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 05/06/2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement Catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023) définie et publiée par la FNOGEC (Fédération Nationale des Organismes de Gestion des établissements de l'Enseignement Catholique).

Les prestations en nature relatives au Personnel détaché de l'Education Nationale sont enregistrées en comptes de classe 8 au pied du compte de résultat dans la rubrique « Prestations en nature » en deux colonnes de totaux égaux.

Les comptes de régularisation sont utilisés pour répartir les charges et produits dans le temps, de manière à rattacher à chaque exercice les charges et les produits qui le concernent effectivement. La trésorerie a été placée sur des comptes livret A (plafonné), livrets Associations, titres immobilisés (parts sociales) et le solde sur les comptes courants.



REGLES ET METHODES D'EVALUATION DES IMMOBILISATIONS

Il a été fait application des dispositions résultant du règlement n°2018-06 de l'ANC du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour la catégorie des immobilisations corporelles, les principales méthodes utilisées ont été les suivantes :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat et les frais d'actes liés à l'acquisition des immobilisations sont comptabilisés directement en charge.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de leur durée normale d'utilisation.

TAUX D'AMORTISSEMENT PRATIQUES



Nature de l'investissement	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Logiciels	3 ans	33, 33 %
Matériel et mobilier pédagogique	3 à 10 ans	10 % à 33, 33 %
Matériel et mobilier pédagogique subventionné	5 à 10 ans	10 % à 20 %
Matériel de bureau	3 ans	33, 33 %
Mobilier de bureau	10 ans	10 %
Mobilier de bureau subventionné	10 ans	10 %

TABLEAUX DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS 2024/2025

	VALEUR BRUTE IMMO. DEBUT EXERCICE	ACQUISITIONS	CESSIONS OU MISES HORS SERVICE	VALEUR BRUTE IMMO. FIN EXERCICE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 776,79	4 470,64	3 232,12	22 015,31
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34 420,00	0,00	0,00	34 420,00
TOTAL	55 196,79	4 470,64	3 232,12	56 435,31

**TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS 2024/2025**

	AMORTIS. DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	SORTIES ACTIF	AMORTIS. FIN EXERCICE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19 886,68	1 271,71	3 232,12	17 926,27
TOTAL	19 886,68	1 271,71	3 232,12	17 926,27

ETAT DES ECHEANCES CREANCES ET DETTES

CREANCES	MONTANT EN COURS	ECHEANCE	
		jusqu'à un an	à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Sous-total créances actif immobilisé	0,00	0,00	
Clients douteux et litigieux			
Créances clients et comptes rattachés	73 699,69	73 699,69	
Créances sociales et fiscales			
Autres créances		0,00	
Sous-total créances actif circulant	73 699,69	73 699,69	
TOTAL DES CREANCES	73 699,69	73 699,69	



DETTES	MONTANT EN COURS	ECHEANCE	
		jusqu'à un an	à plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Sous-total dettes financières	0,00	0,00	
Etudiants acomptes exercices suivants			
Fournisseurs et comptes rattachés	28 919,62	28 919,62	
Dettes fiscales et sociales	15 777,66	15 777,66	
Autres dettes	7 426,59	7 426,59	
Produits constatés d'avance			
Sous-total autres dettes	52 123,87	52 123,87	
TOTAL DES DETTES	52 123,87	52 123,87	

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Reprise de provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Prov. Indemnités Départ Retraite	30 324,37	492,58		2 040,73	28 776,22
	Autres provisions pour charges					
	TOTAL	30 324,37	492,58	0,00	2 040,73	28 776,22

**TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (article 431-5 du règlement ANC 2018-06)**

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	816 699,12				816 699,12
Fonds propres avec droit de reprise	279 510,00				279 510,00
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	-62 979,21	37 702,80			-25 276,41
Excédent ou déficit de l'exercice	37 702,80		41 176,21	-37 702,80	41 176,21
Situation nette (sous-total)	1 070 932,71	37 702,80	41 176,21	-37 702,80	1 112 108,92
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					0,00
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	1 070 932,71	37 702,80	41 176,21	-37 702,80	1 112 108,92

TABLEAU DE REPARTITION DES EFFECTIFS DU PERSONNEL
(en équivalent temps plein)



SERVICES	EFFECTIF EXERCICE N-2	EFFECTIF EXERCICE N-1	EFFECTIF EXERCICE N
Personnel de Direction (Directeur, Adjointe de Direction)	2,00	2,00	1,77
Administration générale	2,35	2,00	2,00
Personnel pédagogique non cadre (Formateurs vacataires)	2,77	2,45	2,05
TOTAL	7,12	6,45	5,82